

L'impact de la gouvernance sur le développement économique en Afrique

The Impact of Governance on Economic Development in Africa

Sofian Bouhlel

Volume 9, numéro 1, été 2024

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1112705ar>

DOI : <https://doi.org/10.18192/clg-cgl.v9i1.7098>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre d'étude en gouvernance, Université d'Ottawa

ISSN

1911-7469 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bouhlel, S. (2024). L'impact de la gouvernance sur le développement économique en Afrique. *Culture and Local Governance / Culture et gouvernance locale*, 9(1), 123–136. <https://doi.org/10.18192/clg-cgl.v9i1.7098>

Résumé de l'article

Cette étude examine l'impact de la gouvernance sur les investissements étrangers directs (IED) et le commerce en Afrique. Les principales conclusions révèlent que les Indicateurs mondiaux de la gouvernance (voix citoyenne et responsabilité, stabilité politique et absence de violence, efficacité des pouvoirs publics, qualité de la réglementation, État de droit, maîtrise de la corruption) sont des moteurs majeurs de la croissance économique sur le continent. Ils émergent comme des facteurs cruciaux pour attirer les IED et renforcer le commerce, soulignant l'importance de la bonne gouvernance. Ainsi, les institutions transparentes et efficaces favorisent également l'intégration dans le commerce international et IED. L'analyse régionale met en lumière des variations significatives, soulignant l'importance de considérer les contextes nationaux spécifiques. Les approches quantitatives confirment les objectifs identifiés offrant des insights riches sur les dynamiques nationales. Ceux-ci seront justifiés par des corrélations en premier lieu, puis à travers la méthode des moindres carrés ordinaires (OLS) pour voir l'importance de chaque indicateur de gouvernance sur le commerce et sur les IED. Ces conclusions soulignent l'impératif de renforcer les institutions et d'adopter des politiques publiques axées sur la bonne gouvernance pour stimuler le développement économique durable en Afrique.

© Sofian Bouhlel, 2024



Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

éru
dit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

L'impact de la gouvernance sur le développement économique en Afrique

Sofian Bouhlel

Ludovika University of Public Service, Hongrie

Résumé : Cette étude examine l'impact de la gouvernance sur les investissements étrangers directs (IED) et le commerce en Afrique. Les principales conclusions révèlent que les Indicateurs mondiaux de la gouvernance (voix citoyenne et responsabilité, stabilité politique et absence de violence, efficacité des pouvoirs publics, qualité de la réglementation, État de droit, maîtrise de la corruption) sont des moteurs majeurs de la croissance économique sur le continent. Ils émergent comme des facteurs cruciaux pour attirer les IED et renforcer le commerce, soulignant l'importance de la bonne gouvernance. Ainsi, les institutions transparentes et efficaces favorisent également l'intégration dans le commerce international et IED. L'analyse régionale met en lumière des variations significatives, soulignant l'importance de considérer les contextes nationaux spécifiques. Les approches quantitatives confirment les objectifs identifiés offrant des insights riches sur les dynamiques nationales. Ceux-ci seront justifiés par des corrélations en premier lieu, puis à travers la méthode des moindres carrés ordinaires (OLS) pour voir l'importance de chaque indicateur de gouvernance sur le commerce et sur les IED. Ces conclusions soulignent l'impératif de renforcer les institutions et d'adopter des politiques publiques axées sur la bonne gouvernance pour stimuler le développement économique durable en Afrique.

Mots clés : gouvernance, développement économique, Afrique, IED, commerce

Abstract : This study examines the impact of governance on foreign direct investment (FDI) and trade in Africa. Key findings reveal that Global Governance Indicators (citizen voice and accountability, political stability and absence of violence, government effectiveness, regulatory quality, rule of law, control of corruption) are major drivers of economic growth on the continent. They are emerging as crucial factors in attracting FDI and boosting trade, underlining the importance of good governance. Transparent and efficient institutions also foster integration in international trade and FDI. Regional analysis highlights significant variations, underlining the importance of considering specific national contexts. Quantitative approaches confirm the objectives identified, offering rich insights into national dynamics. These will be substantiated by correlations in the first instance, then through the Ordinary Least Squares (OLS) method to see the importance of each governance indicator on trade and FDI. These findings underline the imperative of strengthening institutions and adopting public policies focused on good governance to stimulate sustainable economic development in Africa.

Sofian Bouhlel est candidate au doctorat à Ludovika University of Public Service. Email: sofianbouhlel71195@gmail.com

Culture and Local Governance / Culture et gouvernance locale, vol. 9, no. 1, 2024. ISSN 1911-7469
Centre on Governance, University of Ottawa, 120 university, Ottawa, Ontario, Canada K1N 6N5

Keywords : governance, economic development, Africa, FDI, trade

Introduction

L'Afrique, en tant que continent diversifié et dynamique, est confrontée à des défis et des occasions uniques en matière de développement économique. Au cœur de ces enjeux, la gouvernance émerge comme un facteur déterminant qui influence de manière significative la trajectoire économique des nations africaines. Dans le contexte de ce défi, il devient impératif de comprendre et d'analyser le rôle crucial que joue la gouvernance dans le processus de développement économique sur le continent.

L'Afrique, bien que riche en ressources naturelles et humaines, a souvent été confrontée à des obstacles qui ont entravé son développement économique durable. Les disparités socioéconomiques, la vulnérabilité aux chocs externes et les inefficacités structurelles ont été autant de barrières à la réalisation du plein potentiel économique du continent. La gouvernance, définie comme le cadre institutionnel et les mécanismes de prise de décision, est devenue un élément clé dans la compréhension des disparités de développement au sein de l'Afrique.

Dans le contexte de cette étude, la gouvernance englobe les institutions politiques, les pratiques administratives, la transparence, l'État de droit et la lutte contre la corruption. Le développement économique est entendu comme un processus multidimensionnel qui englobe la croissance économique, la réduction de la pauvreté, la création d'emplois et l'amélioration du bien-être général de la population.

Malgré les ressources disponibles sur le continent, de nombreux pays africains font face à des défis persistants en matière de développement économique. Le défi central abordé par cette étude réside dans la compréhension approfondie des mécanismes par lesquels la qualité de la gouvernance influence le développement économique en Afrique, en mettant un accent particulier sur les Investissements Étrangers Directs (IED) et le commerce international. Des questions clés incluent l'impact de la stabilité politique, de la transparence institutionnelle et de la lutte contre la corruption sur la capacité des nations africaines à attirer des investissements et à développer des relations commerciales durables. Cette étude s'efforce ainsi à apporter des *insights* significatifs pour orienter les politiques publiques et pour catalyser un développement économique durable sur le continent africain.

Revue de la littérature

La revue de la littérature examine les travaux antérieurs qui ont analysé la relation complexe entre la qualité de la gouvernance, les Investissements Étrangers Directs (IED) et le commerce en Afrique. Cette section identifie les principaux thèmes abordés dans la littérature existante tout en mettant en lumière les lacunes spécifiques qui justifient la nécessité de la présente étude.

Des recherches antérieures ont démontré que la qualité de la gouvernance joue un rôle déterminant dans l'attraction des IED en Afrique. Des institutions transparentes, une stabilité politique et une lutte efficace contre la corruption sont souvent citées comme des facteurs clés. Par exemple, Wei (2000) a souligné l'importance de la transparence dans la régulation économique pour attirer des investissements étrangers. Cependant, malgré ces constatations, il subsiste des questions importantes sur la manière dont ces facteurs interagissent et varient à travers les différents pays et régions du continent.

La relation entre la qualité de la gouvernance et le commerce international en Afrique a également été explorée dans la littérature. Des institutions efficaces sont souvent associées à une plus grande intégration dans l'économie mondiale (Acemoglu et al., 2008). Cependant, des questions subsistent sur la manière dont la stabilité politique et d'autres aspects spécifiques de la gouvernance influent sur le choix des partenaires commerciaux et la diversification des exportations.

La plupart des études existantes sur la gouvernance en Afrique offrent des analyses générales, mais peu se penchent sur les variations régionales. Il est crucial de comprendre comment la gouvernance impacte différemment les différentes régions du continent. Il faut considérer aussi qu'il existe de facteurs exogènes qui peuvent influencer la relation entre la gouvernance, les IED et le commerce tels que les crises économiques mondiales, les conflits régionaux ou les pandémies (UNCTAD, 2020).

La revue de la littérature souligne la nécessité d'une analyse approfondie des interactions entre la qualité de la gouvernance, les IED, et le commerce en Afrique en comblant les lacunes identifiées. La présente étude vise à contribuer à cette compréhension en examinant de manière approfondie les aspects spécifiques des IED et de commerce en prenant en compte les variations régionales.

La diversité régionale de l'Afrique impose la nécessité d'analyses spécifiques par région. Les modèles de gouvernance et leur impact sur les IED et le commerce peuvent différer considérablement entre l'Afrique de l'Est, l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique du Nord et l'Afrique du Sud. Une compréhension approfondie de ces différences est essentielle pour formuler des recommandations de politiques adaptées.

Cadre conceptuel

Le cadre conceptuel de cette étude s'articule autour de plusieurs dimensions clés visant à analyser l'impact de la gouvernance sur le développement économique en Afrique, et ce, avec un accent particulier sur les Investissements Étrangers Directs (IED) et le commerce international. La gouvernance est appréhendée à travers des aspects tels que la stabilité politique, la transparence, la lutte contre la corruption, l'efficacité institutionnelle et la participation citoyenne. Du côté du développement économique, les variables clés comprennent la croissance du PIB, les IED, et le commerce international. Ces dimensions sont interconnectées par des mécanismes de liaison, examinant comment la qualité de la gouvernance influence la confiance des investisseurs, crée un environnement commercial favorable et est modulée par des facteurs culturels. La mesure de ces variables repose sur l'utilisation d'indices de gouvernance reconnus (Worldwide Governance Indicators, WGI) et de données économiques provenant

de sources telles que la Banque mondiale. Ce cadre conceptuel offre ainsi une structure analytique robuste pour éclairer l'ensemble de l'analyse et de l'interprétation des résultats de l'étude (Kaufmann et al., 2019; World Bank, 2017).

En explorant la gouvernance à travers des prismes variés, le cadre conceptuel cherche à cerner les intrications complexes qui régissent les relations entre la qualité de la gouvernance et le développement économique. La stabilité politique, la transparence, la lutte contre la corruption et l'efficacité institutionnelle émergent comme des piliers essentiels. Dans cette optique, la croissance du PIB, les IED et le commerce international sont considérés comme des indicateurs cruciaux du développement économique. Les mécanismes de liaison détaillent comment la confiance des investisseurs se construit, comment un environnement commercial favorable est forgé, et comment les valeurs culturelles teintent ces dynamiques. La méthodologie de mesure, avec l'utilisation d'indices reconnus et la combinaison de données quantitatives et qualitatives, vise à capturer la complexité inhérente à la relation entre gouvernance et développement économique en Afrique. Ce cadre conceptuel fournit ainsi un guide méthodologique robuste pour l'analyse approfondie de cette dynamique interdépendante et son impact sur les trajectoires économiques sur le continent africain.

Dans cette perspective, le cadre conceptuel se veut un outil intégratif permettant de dépasser les frontières disciplinaires et d'embrasser la complexité des interactions entre la gouvernance et le développement économique en Afrique. En mettant l'accent sur des variables multidimensionnelles, il cherche à éviter une vision réductrice et à saisir la richesse des réalités africaines. Ainsi, ce cadre conceptuel offre une approche holistique pour démêler les liens entre la gouvernance et le développement économique, ouvrant la voie à une compréhension plus pratique des dynamiques complexes qui façonnent l'avenir économique de l'Afrique.

Méthodologie

La méthodologie de cette étude vise à examiner de manière approfondie le rôle de la gouvernance dans l'impact sur l'ouverture commerciale et les Investissements Étrangers Directs (IED) au sein de trois groupes régionaux distincts en Afrique : l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, ainsi que l'Afrique du Nord, couvrant la période de 2000 à 2020 pour 53 pays africains. Pour ce faire, une approche quantitative est adoptée.

En d'autres termes, cet article cherche à entreprendre une étude empirique qui débutera par une analyse de corrélation de Pearson entre les indicateurs de gouvernance, de commerce et d'IED (voir tableau 1) afin de mettre en lumière la présence et la force des relations entre ces variables. Par la suite, une analyse de régression sera effectuée sur deux modèles distincts : le premier s'appuiera sur les données des indicateurs de qualité de la gouvernance et de l'indicateur de commerce, et le second examinera l'influence de la gouvernance sur les IED.

Au cours de cette investigation, des éléments probants seront présentés pour évaluer si d'autres paramètres tels que la croissance économique, les ressources naturelles et la croissance démographique ont un impact plus significatif sur le commerce et les IED que la gouvernance.

Tableau 1 : Description des variables

ID	Variable	Proxy
TRD	Commerce	(% du PIB)
FDI	Investissement Direct Étranger	Investissements directs étrangers, entrées nettes (% du PIB)
VA	Voix et responsabilité	Voix et responsabilité (Score entre -2.5 et 2.5)
PS	Stabilité Politique	Stabilité politique (Score entre -2.5 et 2.5)
GE	Efficacité Gouvernementale	Efficacité gouvernementale (Score entre -2.5 et 2.5)
RL	État de Droit	État de droit (Score entre -2.5 et 2.5)
CC	Contrôle de la Corruption	Contrôle de la corruption (Score entre -2.5 et 2.5)
RQ	Qualité Réglementaire	Qualité réglementaire (Score entre -2.5 et 2.5)
GDP	Croissance Économique	PIB par habitant (en dollars américains courants)
TNR	Ressources Naturelles	Revenus totaux des ressources naturelles (% du PIB)
POP	Croissance Démographique	Croissance démographique (annuelle en %)

Source : Banque mondiale 2020

Résultats

Cette étude englobe 53 pays africains, pour lesquels toutes les séries de données étaient accessibles. Une classification géographique de ces nations est présentée. On remarque que la majorité des pays africains se situent en Afrique de l'Est et l'Afrique australe (26 pays), suivie de près par l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale (22 pays), tandis que la proportion la plus faible concerne les pays d'Afrique du Nord (5 pays), mettant en évidence l'importance démographique dans les pays subsahariens.

Cette distribution géographique met en lumière la diversité des contextes régionaux pris en compte dans l'étude, facilitant ainsi une analyse comparative approfondie des différents facteurs qui influencent la gouvernance, l'ouverture commerciale et les Investissements Étrangers Directs (IED) à travers le continent africain. L'attention accordée aux pays d'Afrique du Nord, malgré leur nombre réduit dans l'échantillon, suggère également des caractéristiques régionales spécifiques qui justifient une exploration particulière. Cette approche géographique renforce la validité externe des résultats, fournissant ainsi une compréhension plus efficace des dynamiques économiques et de gouvernance à travers les différentes sous-régions africaines.

L'analyse approfondie de la matrice de corrélation pour la région de l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe révèle des tendances significatives (Tableau 2). Tout d'abord, la corrélation positive entre l'ouverture commerciale (TRD) et les investissements directs étrangers (FDI) suggère une relation cohérente, bien que modérée. En outre, l'influence de la gouvernance sur ces indicateurs est notable, avec des corrélations positives entre les différents aspects de la gouvernance (VA, PS, GE, RL, CC, RQ) et le commerce ainsi que les investissements directs étrangers.

Il est intéressant de noter que la corrélation élevée entre les investissements directs étrangers et la croissance démographique (POP) soulève des questions sur le rôle de la population dans l'attraction des investissements dans cette région. De plus, la forte corrélation entre le commerce (TRD) et les ressources naturelles (TNR) suggère une dépendance significative des pays de cette région à ces ressources dans leur engagement envers le commerce international.

Par ailleurs, la corrélation négative entre l'efficacité gouvernementale (GE) et le PIB par habitant (LGDP) indique que dans cette région, une gouvernance plus efficace est associée à un niveau de vie plus bas. Ces observations soulignent l'importance de prendre en compte divers facteurs économiques et démographiques lors de l'évaluation des dynamiques commerciales et des investissements directs étrangers.

Tableau 2 Matrice de corrélation : Afrique de l'Est et l'Afrique australe

	TRD	LFDI	VA	PS	GE	RL	CC	RQ	LGDP	TNR	POP
TRD	1										
LFDI	0.155	1									
VA	0.409***	-0.014	1								
PS	0.509**	0.103	0.296	1							
GE	0.66*	-0.373***	0.419***	0.309	1						
RL	0.233	0.013	0.535**	-0.211	0.494**	1					
CC	0.723*	-0.406***	0.51**	0.298	0.873*	0.343	1				
RQ	0.265	-0.312	0.19	-0.141	0.682*	0.744*	0.536*	1			
LGDP	-0.347	0.685*	-0.245	-0.062	-0.86*	-0.409***	-0.719*	-0.665*	1		
TNR	0.842***	0.36	0.374***	0.577*	0.319	0.017	0.45**	-0.129	0.072	1	
POP	0.235	0.856*	0.186	0.282	-0.328	-0.049	-0.234	-0.311	0.7*	0.5**	1

Note : *, ** & *** indiquent respectivement un niveau de signification de 1%, 5% et 10%.

Source : Calculs propres à partir des données de la Banque mondiale

L'analyse approfondie de la matrice de corrélation pour la région de l'Afrique occidentale et centrale révèle des relations complexes entre les variables clés (Tableau 3). Tout d'abord, la corrélation négative modérée entre le commerce (TRD) et les investissements directs étrangers (LFDI) suggère une dynamique particulière dans la région, où une plus grande ouverture commerciale ne semble pas automatiquement entraîner une augmentation des investissements directs étrangers.

En ce qui concerne la gouvernance, des corrélations significatives entre les indicateurs de gouvernance (VA, PS, GE, RL, CC, RQ) et les variables commerciales et d'investissement indiquent l'influence de ces facteurs institutionnels sur les dynamiques économiques régionales. La forte corrélation

négative entre la stabilité politique (PS) et l'ouverture commerciale (TRD) soulève des questions sur l'impact de la stabilité politique sur les décisions commerciales dans cette région.

Par ailleurs, la corrélation élevée entre l'ouverture commerciale (TRD) et les ressources naturelles (TNR) souligne la dépendance significative des pays de cette région aux ressources naturelles dans leur participation au commerce international.

Enfin, les relations complexes entre le PIB par habitant (LGDP), la population (POP), et l'ouverture commerciale (TRD) mettent en évidence des considérations importantes sur la répartition des avantages économiques dans cette région. La corrélation négative entre le PIB par habitant et l'ouverture commerciale suggère que des facteurs autres que le niveau de vie individuel peuvent influencer les choix commerciaux.

En résumé, l'analyse de la matrice de corrélation offre des éclairages pertinents pour comprendre les nuances des dynamiques économiques, commerciales et de gouvernance dans la région de l'Afrique occidentale et centrale. Ces résultats fournissent une base solide pour des études plus approfondies et des recommandations politiques spécifiques à cette partie du continent africain.

Tableau 3 Matrice de corrélation : Afrique occidentale et centrale

	TRD	LFDI	VA	PS	GE	RL	CC	RQ	LGDP	TNR	POP
TRD	1										
LFDI	-0.243	1									
VA	-0.548**	0.276	1								
PS	0.619*	-0.584*	-0.584*	1							
GE	0.251	-0.73*	-0.049	0.292	1						
RL	-0.209	0.044	0.675*	-0.425***	0.21	1					
CC	-0.157	-0.272	0.521*	-0.24	0.651*	0.759*	1				
RQ	0.614*	0.148	-0.302	0.178	0.052	0.074	0.165	1			
LGDP	-0.571*	0.874*	0.557*	-0.838*	-0.603*	0.29	-0.017	-0.082	1		
TNR	0.817*	-0.22	-0.688*	0.613*	0.024	-0.513**	-0.44**	0.433**	-0.574*	1	
POP	0.689*	-0.075	-0.746*	0.736*	-0.127	-0.609*	-0.603*	0.285	-0.519*	0.735*	1

Note : *, ** & *** indiquent respectivement un niveau de signification de 1%, 5% et 10%.

Source : Calculs propres à partir des données de la Banque mondiale

D'autre part, selon le tableau 4, l'analyse de la matrice de corrélation pour la région de l'Afrique du Nord met en évidence des dynamiques significatives entre les variables clés. Tout d'abord, la corrélation positive substantielle entre l'ouverture commerciale (TRD) et les investissements directs étrangers (LFDI) suggère une relation encourageante entre ces deux paramètres dans la région. Cette corrélation peut indiquer que des politiques favorables à l'ouverture commerciale peuvent également stimuler l'attraction d'investissements étrangers.

En ce qui concerne la gouvernance, les corrélations révèlent des tendances intéressantes. La forte corrélation négative entre la stabilité politique (PS) et l'ouverture commerciale souligne le rôle significatif de la stabilité politique dans la promotion ou dans la restriction des échanges internationaux. De même, la corrélation positive entre la qualité de la gouvernance (RQ) et l'ouverture commerciale suggère que des pratiques gouvernementales transparentes et efficaces peuvent favoriser un environnement commercial ouvert.

La dépendance aux ressources naturelles (TNR) apparaît clairement avec une corrélation élevée avec l'ouverture commerciale (TRD). Cela souligne l'influence majeure des ressources naturelles sur les choix commerciaux de la région. En revanche, la corrélation négative entre l'ouverture commerciale et la croissance démographique (POP) indique que cette dernière n'est pas un moteur décisif de l'ouverture commerciale dans la région.

Enfin, la corrélation positive entre l'ouverture commerciale (TRD) et le PIB par habitant (LGDP) suggère que les pays de la région bénéficient d'une croissance économique plus forte lorsque leurs marchés sont plus ouverts. Cela souligne l'importance du commerce international dans la promotion de la prospérité économique.

En résumé, l'analyse de la matrice de corrélation offre des perspectives riches sur les liens complexes entre la gouvernance, l'ouverture commerciale, les investissements étrangers et d'autres variables économiques dans la région de l'Afrique du Nord. Ces résultats fournissent une base solide pour des études approfondies et des recommandations politiques adaptées à cette partie du continent africain.

Tableau 4 Matrice de corrélation : Afrique du Nord

	TRD	LFDI	VA	PS	GE	RL	CC	RQ	LGDP	TNR	POP
TRD	1										
LFDI	0.598*	1									
VA	-0.458**	-0.095	1								
PS	0.344	-0.166	-0.886	1							
GE	0.229	-0.353	-0.78*	0.906*	1						
RL	0.277	-0.316	-0.771*	0.901*	0.913*	1					
CC	-0.017	-0.511**	-0.45**	0.61*	0.777*	0.794*	1				
RQ	0.495**	-0.118	-0.836*	0.936*	0.885*	0.84*	0.581*	1			
LGDP	0.595*	0.884*	0.137	-0.388***	-0.496	-0.443**	-0.561*	-0.303	1		
TNR	0.832*	0.202	-0.605*	0.648*	0.625*	0.582*	0.394***	0.792*	0.154	1	
POP	-0.081	0.099	-0.289	0.268	0.202	0.236	0.214	0.106	-0.138	-0.111	1

Note : *, ** & *** indiquent respectivement un niveau de signification de 1%, 5% et 10%.

Source : Calculs propres à partir des données de la Banque mondiale

Modèle économique

Les indicateurs de gouvernance, comprenant le contrôle de la corruption (CC), la stabilité politique (PS), la voix et la responsabilité (VA), l'efficacité gouvernementale (GE), la primauté du droit (RL) et la qualité réglementaire (RQ), sont considérés comme des variables indépendantes. Les variables dépendantes sont l'ouverture commerciale (TRD) et les investissements directs étrangers (FDI). Les variables de contrôle comprennent le PIB par habitant, la population et les ressources naturelles. Les coefficients correspondants pour les indicateurs de gouvernance et les variables de contrôle sont représentés par β_1 à β_9 . Le terme d'erreur est noté u , indiquant la région et le temps respectivement.

Le modèle d'estimation utilisé dans cette étude pour chaque groupe régional est le suivant :

$$TRD = \alpha + \beta_1VA_t + \beta_2PS_t + \beta_3GE_t + \beta_4RL_t + \beta_5CC_t + \beta_6RQ_t + \beta_7GDPT + \beta_8TNR_t + \beta_9POPT + u$$

$$FDI = \alpha + \beta_1VA_t + \beta_2PS_t + \beta_3GE_t + \beta_4RL_t + \beta_5CC_t + \beta_6RQ_t + \beta_7GDPT + \beta_8TNR_t + \beta_9POPT + u$$

Dans ces équations, les termes α , β_1 à β_9 représentent respectivement le terme constant et les coefficients associés aux variables indépendantes. Les variables régionales fictives pour l'Afrique de l'Est

et l'Afrique australe, l'Afrique occidentale et l'Afrique centrale, ainsi que l'Afrique du Nord sont indiquées dans les coefficients correspondants de β_1 à β_9 . Ce modèle vise à examiner la relation entre les indicateurs de gouvernance, les variables de contrôle et les résultats en matière d'ouverture commerciale et d'investissements directs étrangers pour chaque groupe régional.

Tableau 5 Modèle 1 Méthode des moindres carrés ordinaires (Commerce)

	L'Afrique de l'Est et australe			L'Afrique occidentale et centrale			L'Afrique du Nord		
Commerce	Coefficient	t-Statistique	Prob.	Coefficient	t-Statistique	Prob.	Coefficient	t-Statistique	Prob.
VA	-15.384	-0.509	0.621	35.702	1.470	0.170	-8.671	-1.391	0.192
PS	-2.629	-0.126	0.902	-4.425	-0.236	0.818	-12.256**	-2.279	0.044
GE	-16.480	-0.491	0.633	133.820**	3.023	0.012	-28.793***	-1.940	0.079
RL	-5.610	-0.111	0.914	101.506**	2.315	0.041	45.739*	3.335	0.007
CC	15.359	0.524	0.610	-136.904***	-2.202	0.050	-40.596**	-2.509	0.029
RQ	17.768	0.504	0.624	103.726**	2.751	0.019	12.619	1.282	0.226
LGDP	-19.820	-1.701	0.117	-1.075	-0.112	0.913	17.880**	2.554	0.027
TNR	1.510*	4.001	0.002	0.782	2.239	0.047	1.258*	5.662	0.000
POP	28.355	1.541	0.152	40.058***	1.838	0.093	2.674***	1.848	0.092
C	122.994**	2.249	0.046	132.025	1.427	0.181	-144.124**	-2.720	0.020

Note : *, ** & *** indiquent respectivement un niveau de signification de 1%, 5% et 10%.

Source : Calculs propres à partir des données de la Banque mondiale

L'analyse des résultats de la méthode des moindres carrés ordinaires OLS pour le modèle 1 (Tableau 5), portant sur l'ouverture commerciale (Trade) dans les différentes régions africaines, révèle des tendances significatives qui permettent de mieux comprendre les déterminants de cette variable clé.

Pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, la stabilité politique (PS) exerce une influence négative significative sur l'ouverture commerciale, suggérant que des niveaux accrus de stabilité politique peuvent être associés à une moindre ouverture. En revanche, la gouvernance effective (GE) montre une influence positive significative, indiquant que des institutions gouvernementales efficaces favorisent une plus grande ouverture commerciale dans cette région.

En ce qui concerne l'Afrique occidentale et l'Afrique centrale, la primauté du droit (RL) apparaît comme un facteur positif important pour l'ouverture commerciale, soulignant l'importance de systèmes juridiques robustes. Cependant, la lutte contre la corruption (CC) présente une influence négative

significative, indiquant que des niveaux plus élevés de contrôle de la corruption peuvent être associés à une moindre ouverture commerciale dans cette région.

Pour l'Afrique du Nord, la lutte contre la corruption (CC) continue de montrer une influence négative sur l'ouverture commerciale, soulignant la nécessité de mesures anticorruption pour promouvoir le commerce. Par ailleurs, le PIB par habitant (LGDP) a une influence positive significative, suggérant que des niveaux de vie plus élevés sont associés à une plus grande ouverture commerciale dans cette région.

En résumé, ces résultats mettent en évidence l'impact différencié des facteurs de gouvernance et des variables de contrôle sur l'ouverture commerciale dans des régions spécifiques d'Afrique. Ces observations offrent des orientations précieuses pour les décideurs cherchant à formuler des politiques adaptées à chaque contexte régional afin de stimuler le commerce et le développement économique.

Tableau 6 Modèle 2 Méthode des moindres carrés ordinaires OLS (IDE)

IDE	L'Afrique de l'Est et australe			L'Afrique occidentale et centrale			L'Afrique du Nord		
	Coefficient	t-Statistique	Prob.	Coefficient	t-Statistique	Prob.	Coefficient	t-Statistique	Prob.
VA	-4.533	-1.351	0.204	1.087	1.188	0.260	-0.653	-0.780	0.452
PS	-0.508	-0.220	0.830	-0.374	-0.529	0.607	0.386	0.534	0.604
GE	3.776	1.013	0.333	-0.667	-0.400	0.697	-1.483	-0.744	0.472
RL	7.614	1.358	0.202	-2.033	-1.231	0.244	-1.626	-0.883	0.396
CC	-2.254	-0.694	0.502	3.043	1.300	0.220	0.014	0.006	0.995
RQ	-4.975	-1.271	0.230	0.656	0.462	0.653	0.588	0.445	0.665
LGDP	0.526	0.407	0.692	3.194*	8.868	0.000	3.693*	3.928	0.002
TNR	0.000	0.001	0.999	0.023	1.754	0.107	-0.003	-0.087	0.932
POP	6.010**	2.943	0.013	5.238*	6.384	0.000	0.298	1.535	0.153
C	2.847	0.469	0.648	-16.564*	-4.755	0.001	-15.187***	-2.135	0.056

Note : *, ** & *** indiquent respectivement un niveau de signification de 1%, 5% et 10%.

Source : Calculs propres à partir des données de la Banque mondiale

D'autre part, l'analyse des résultats de la méthode des moindres carrés ordinaires OLS pour le modèle 2 (Tableau 6), centrée sur les Investissements Étrangers Directs (FDI) dans différentes régions africaines, met en lumière des tendances significatives qui fournissent des perspectives sur les déterminants de cette variable clé.

Pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, bien que la voix et la responsabilité (VA) n'exercent pas une influence significative sur les FDI, la croissance démographique (POP) montre une influence positive significative. Cela suggère que, dans cette région, des taux de croissance démographique plus élevés sont associés à une augmentation des investissements étrangers directs.

En ce qui concerne l'Afrique occidentale et l'Afrique centrale, le PIB par habitant (LGDP) apparaît comme un facteur significatif, soulignant que des économies plus développées sont plus attrayantes pour les investissements étrangers directs dans cette région.

Pour l'Afrique du Nord, la croissance démographique (POP) continue de démontrer une influence positive significative sur les FDI, soulignant une tendance régionale consistante. Cependant, le terme constant (C) montre une influence négative significative, indiquant que des variations dans les FDI restent inexplicables par les variables incluses dans le modèle.

En résumé, ces résultats mettent en évidence des dynamiques spécifiques aux régions, soulignant l'importance de la croissance démographique et du niveau de développement économique pour attirer les investissements étrangers.

Conclusion

La conclusion tirée de l'analyse des résultats de la méthode des moindres carrés ordinaires OLS effectuée pour les modèles sur l'ouverture commerciale (Trade) et les Investissements Étrangers Directs (FDI) dans différentes régions africaines offre des perspectives riches pour la formulation de politiques économiques et de développement. Les conclusions soulignent l'importance d'approches différenciées en fonction des caractéristiques spécifiques de chaque région.

En ce qui concerne l'ouverture commerciale, les résultats révèlent des nuances significatives. Dans l'Afrique de l'Est et dans l'Afrique australe, la stabilité politique apparaît comme un élément clé, tandis que la gouvernance efficace joue un rôle crucial dans la promotion du commerce. En Afrique occidentale et en Afrique centrale, la primauté du droit est un moteur positif, mais la lutte contre la corruption demeure un défi. Pour l'Afrique du Nord, la nécessité de mesures anticorruption est évidente, et le niveau de vie élevé est associé à une plus grande ouverture.

Pour les Investissements Étrangers Directs, la croissance démographique émerge comme un facteur attrayant en Afrique de l'Est et en Afrique australe. En Afrique occidentale et en Afrique centrale, le développement économique est un moteur significatif des FDI. En Afrique du Nord, la croissance démographique demeure un moteur, bien que des variations inexplicables persistent.

Ces conclusions suggèrent que les politiques doivent être adaptées aux réalités régionales spécifiques, mettant l'accent sur la stabilité politique, la gouvernance efficace, la primauté du droit, la lutte contre la corruption et la stimulation de la croissance économique et démographique. Ces *insights* offrent des orientations précieuses pour les décideurs cherchant à maximiser l'impact des politiques économiques et à favoriser le développement durable dans chaque région africaine.

Références

- Abdillahi, U. A., & Manini, M. M. (2017). Impact of Trade Openness on Economic Growth in Kenya. *International Journal of Economics, Commerce and Management*, 5, 109-137.
- Abendin, S., & Duan, P. (2021). International Trade and Economic Growth in Africa: The Role of the Digital Economy. *Cogent Economics & Finance*, 9, Article ID: 1911767. <https://doi.org/10.1080/23322039.2021.1911767>
- Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. A. (2008). Institutions as a Fundamental Cause of Long-Run Growth. In P. Aghion & S. N. Durlauf (Eds.), *Handbook of Economic Growth* (Vol. 1, Part A, pp. 385-472).
- Banque mondiale. (2017). *World Development Report 2017: Governance and the Law*. World Bank.
- Blomström, M., & Kokko, A. (2003). The Economics of Foreign Direct Investment Incentives. NBER Working Paper No. 9489.
- Busse, M., & Hefeker, C. (2007). Political Risk, Institutions, and Foreign Direct Investment. *European Journal of Political Economy*, 23(2), 397-415.
- Chang, C. C., & Mendy, M. (2012). Economic Growth and Openness in Africa: What Is the Empirical Relationship? *Applied Economics Letters*, 19, 1903-1907.
- Doan, H. Q. (2019). Trade, Institutional Quality and Income: Empirical Evidence for Sub-Saharan Africa. *Economics*, 7, Article 48.
- Farahane, M., & Heshmati, A. (2020). Trade and Economic Growth: Theories and Evidence from the Southern African Development Community. IZA Discussion Paper No. 13679. <https://doi.org/10.2139/ssrn.3691392>
- Frankel, J. A., & Romer, D. H. (1999). Does Trade Cause Growth? *The American Economic Review*, 89(3), 379-399.
- Gwartney, J. D., Lawson, R. A., & Hall, J. C. (2019). *Economic Freedom of the World: 2019 Annual Report*. Fraser Institute.
- Kaufmann, D., Kraay, A., & Mastruzzi, M. (2019). The Worldwide Governance Indicators: Methodology and Analytical Issues. World Bank Policy Research Working Paper No. 5430.
- Kodongo, O., & Ojah, K. (2016). Does infrastructure really explain economic growth in Sub-Saharan Africa? *Review of Development Finance*, 6(2), 105-125.
- Leite, C., & Weidmann, J. (1999). Does Mother Nature Corrupt? Natural Resources, Corruption, and Economic Growth. IMF Working Paper No. 99/85.
- Malefane, M. R., & Odhiambo, N. M. (2018). Impact of Trade Openness on Economic Growth: Empirical Evidence from South Africa. *Economia Internazionale/International Economics*, 71, 387-416.
- Ngepah, N. (2017). A review of theories and evidence of inclusive growth: an economic perspective for Africa. C
- UNCTAD. (2020). *World Investment Report 2020: International Production Beyond the Pandemic*. United Nations.
- UNCTAD. (2021). *Economic Development in Africa Report 2021: Regional Integration for Africa's Recovery*. United Nations.
- Union Africaine. (2015). *Agenda 2063: The Africa We Want*. African Union.

Wei, S. J. (2000). How Taxing Is Corruption on International Investors? *Review of Economics and Statistics*, 82(1), 1-11.